

**L. Trotsky :**

## **Lettre du C.E. de l'Internationale Communiste à la fédération de la Seine du P.C.F.**

*Le comité exécutif de l'Internationale Communiste à la  
fédération de la Seine du Parti Communiste Français.*

Chers Camarades,

L'Internationale a consacré une part importante de ses travaux, pendant la dernière session de son comité exécutif élargi, à l'étude de la situation du parti français et notamment de sa plus importante organisation, la fédération de la Seine.

Plusieurs mois auparavant, en février, l'Exécutif élargi avait déjà traité cette question, en collaboration avec une forte délégation du parti français, et avait signalé à celle-ci les dangers que faisait courir à cette fédération et au parti l'adoption d'un principe fédéraliste à la base de l'organisation communiste.

La persistance évidente des préjugés fédéralistes et l'absence de tout redressement qui aurait conformé l'organisation communiste parisienne à la structure générale de l'Internationale et de tous les partis communistes affiliés ont obligé l'Exécutif à organiser une délibération spéciale ayant trait à la fédération de la Seine. En plein accord avec le secrétaire général du parti français et tous les délégués français présents, et après d'amples discussions, tant en commission qu'en séance plénière, l'Exécutif a adopté à l'unanimité une résolution invitant la fédération de la Seine à se constituer selon les règles contenues dans les thèses de l'Internationale sur la structure et l'organisation des partis communistes.

L'Internationale est convaincue de voir cette résolution bien accueillie par l'écrasante majorité des camarades français, éclairés tant par les démonstrations théoriques des communistes clairvoyants que par l'expérience pratique dont l'état présent de la fédération de la Seine confirme la signification. Elle tient à faire de cette résolution un commentaire public, dans l'esprit d'amicale franchise révolutionnaire qui est de règle entre communistes internationaux, pour soumettre sa conception à l'appréciation et à la discussion de tous les militants.

Les principes et les règles d'organisation établis par l'Internationale ne sont pas le fruit d'une spéculation intellectuelle, mais les conclusions d'une expérience de trois quarts de siècle de lutte émancipatrice du prolétariat des deux mondes. La classe ouvrière n'a pas en vain combattu et souffert en franchissant les premières étapes de la route révolutionnaire. Ses défaites comme ses victoires lui ont enseigné la nécessité de la cohésion dans les rangs des prolétaires combattants, de la discipline dans l'organisation de classe, de la direction unique.

C'est pourquoi les congrès communistes internationaux, condensant dans des thèses et résolutions spéciales la somme de connaissances et d'expériences acquises par les partis ouvriers de tous les pays, ont formulé le principe du centralisme démocratique comme base fondamentale de l'organisation politique du prolétariat. **Centralisme** parce qu'il est nécessaire d'assurer l'unité d'action de toutes les parties du prolétariat, la simultanéité des actions entreprises sous un mot d'ordre commun, ce qui n'est possible qu'avec une concentration réelle de la direction entre les mains d'organes centraux et locaux, ayant un effectif stable et ferme dans leur ligne politique. **Démocratique**, parce que ces organes centraux et locaux dirigeants, qui, dans certaines conditions, peuvent être très restreints, sont élus et contrôlés par tous les membres du parti et responsables devant eux.

On reproche parfois à la concentration de la direction de mener au despotisme des chefs, à l'inactivité relative de la masse et à la création d'un régime oligarchique. Il va de soi que, mal appliqué, le centralisme peut dégénérer en oligarchisme. La faute n'en est pas au centralisme, mais à l'application erronée de ses méthodes et de ses prérogatives. En réalité, le centralisme rigoureux de l'organisation contribue au plus haut point à l'activité de la masse en assurant la continuité d'une direction politique régulière et stable. Dire que la classe ouvrière n'a pas besoin de chefs, c'est induire les ouvriers en erreur. Sans une rigoureuse sélection des dirigeants sur l'échelle locale et nationale, sans un contrôle permanent de l'action des chefs, la classe ouvrière n'obtiendra jamais la victoire. La structure soviétiste *d'une organisation de parti* mène au système de roulement dans la direction, à l'amorphisme de la direction et à l'absence de responsabilité personnelle. C'est précisément dans un tel système qu'il se forme fréquemment, à l'intérieur du cadre de l'organisation, des groupes qui ne sont contrôlés par personne, mais qui s'emparent effectivement de la direction, à l'insu de la masse, laquelle se laisse bercer par les avantages trompeurs du fédéralisme.

C'est seulement en se fondant sur un malentendu que l'on fait état en l'occurrence du régime fédératif de la République soviétiste. La République soviétiste n'applique le fédéralisme dans son organisation étatique qu'autant qu'il lui faut établir l'union entre d'immenses territoires peuplés de races et de groupes nationaux différents (Blancs-Russiens, Ukrainiens, Géorgiens, Arméniens, etc.). Une telle forme d'organisation est nécessitée par des considérations nationales spéciales (langue officielle, école nationale, etc.). Mais les révolutionnaires russes n'ont jamais appliqué et n'appliqueront jamais le principe du fédéralisme dans la construction du parti du prolétariat. Les organisations communistes ukrainiennes, géorgiennes et autres, sont encadrées dans un parti unique, non sur des principes fédéralistes, mais sur des bases rigoureusement centralisées. Et sans ce centralisme dans le parti la classe ouvrière russe n'aurait jamais réussi à défendre la République des Soviets, ni même à la fonder par la conquête du pouvoir.

Tout ouvrier conscient comprend qu'en face de la puissance bourgeoise, fortement centralisée et disciplinée, il faut dresser une force prolétarienne non moins centralisée et disciplinée. C'est pourquoi ceux qui combattent l'idée du centralisme démocratique énoncée par l'Internationale se révèlent étrangers à l'esprit de la partie éclairée du prolétariat et desservent inconsciemment les intérêts de la Révolution.

Les partis communistes ne sont pas des clubs de discussions académiques ni de simples sociétés de propagande : ils sont des organisations de combat et doivent être formés comme tels. Les révolutions ouvrières modernes, les luttes tragiques des travailleurs contre l'oppression capitaliste, les sacrifices inappréciables de l'élite prolétarienne ont donné d'inoubliables leçons à l'avant-garde combative de la révolution sociale. Ce n'est pas la fédération communiste de la Seine, héritière spirituelle de la Commune de Paris, qui méconnaîtra les raisons essentielles de l'écrasement de la Commune : les préjugés démocratiques petits-bourgeois et fédéralistes, l'absence d'une force dirigeante de la Révolution, cohérente, disciplinée et centralisée.

Aussi l'Internationale est-elle convaincue d'avoir répondu aux préoccupations et aux intérêts révolutionnaires de la fédération de la Seine, recherchant la meilleure voie d'organisation. Elle est heureuse de constater, dans le parti français, un grand courant inspiré des idées de l'Internationale et capable d'englober, au prochain congrès fédéral, toutes les forces saines de la fédération.

L'Exécutif se félicite aussi de voir à l'ordre du jour du congrès la question de l'article 9 des statuts internationaux<sup>1</sup>. La discussion qui s'instituera sur ce point permettra de mettre en pleine lumière un des traits fondamentaux distinguant la III<sup>e</sup> Internationale de la II<sup>e</sup>, une des raisons essentielles qui ont valu à l'Internationale Communiste la confiance de masses ouvrières considérables.

Comme tous les partis communistes, l'Internationale est une organisation centralisée qui concentre les attributs de sa direction dans un comité exécutif, fort des pouvoirs que lui transmet le congrès mondial annuel. Ainsi, l'Internationale Communiste, contrairement aux autres organisations internationales imbues de préjugés nationaux, n'est pas une fédération de partis nationaux indépendants, mais un seul et grand Parti Communiste international. Le droit incontestable de l'Internationale à refuser des adhésions et à exclure des adhérents est exercé, dans l'intervalle des congrès mondiaux, par le comité exécutif : telle est la signification de l'article 9 des statuts.

C'est dire que cet article n'a pas été improvisé dans une fièvre de combat, sous l'empire de préoccupations circonstancielles et momentanées. Il découle logiquement du principe organique de centralisation démocratique et ne pourrait disparaître qu'avec la notion même d'une organisation de combat, qu'avec le renoncement du prolétariat à conquérir de haute lutte sa libération.

Mettre en question l'article 9 ou l'interpréter en le vidant de son contenu révolutionnaire, c'est mettre en cause le principe organique de l'Internationale Communiste. C'est le droit et le devoir d'une section nationale de demander la révision d'un principe que l'expérience révélerait mal fondé ou malheureux dans son application, et la section française a toute latitude pour user de ce droit au 4<sup>e</sup> congrès mondial. Mais la fédération de la Seine comprendra qu'une question d'une telle envergure doit être posée dans toute son ampleur et sur son véritable terrain; si elle trouvait nécessaire de réviser la base même de l'organisation internationale, ce n'est pas à l'occasion et en prenant prétexte d'un incident de discipline qu'elle poserait utilement la question.

L'Internationale a trouvé nécessaire d'user de l'article 9 pour exclure de ses rangs le citoyen Fabre et tous ceux qui se solidarisaient avec lui. Dans cette décision, l'Exécutif a été guidé par des considérations d'utilité révolutionnaire. Dans un vieux pays bourgeois et parlementaire comme la France, la pression de l'opinion publique bourgeoise est particulièrement puissante. Cette opinion publique se cherche des leviers pour pénétrer dans les flancs du parti révolutionnaire, le scinder, l'affaiblir et l'empoisonner. L'organe de Fabre est un de ces leviers de l'opinion publique bourgeoise. Négliger un tel fait serait, pour n'importe quel parti révolutionnaire, s'exposer au plus grand danger. C'est pourquoi le comité exécutif a jugé de son devoir d'attirer l'attention de tout le parti sur le groupe de Fabre. Immédiatement, les dissidents et la bourgeoisie ont fait leur la cause de Fabre, et cela parce que c'était la cause de la bourgeoisie que Fabre défendait auparavant au sein du parti. Le tapage fait autour de Fabre confère à ce dernier un semblant d'importance. Mais du moment où la bourgeoisie verra que le Parti Communiste s'est radicalement débarrassé de Fabre, celui-ci et son organe n'auront plus pour elle aucune importance, et ce groupe parasite, sans principes, crèvera comme une bulle de savon.

Ainsi donc, l'intérêt de la révolution exigeait que Fabre et ses partisans fussent expulsés du parti. L'intérêt politique domine toutes les considérations de forme, toutes les considérations juridiques. Il va de soi qu'il faut tenir compte également - en second lieu - des considérations d'ordre formel. Mais, précisément, le fait pour l'Internationale Communiste d'avoir à sa disposition l'article 9 a montré, dans le cas présent, toute son utilité au point de vue purement formel. Le comité directeur du Parti Communiste Français, dont la grande majorité reconnaissait la nécessité de l'exclusion de Fabre, n'avait pourtant pas, par suite des particularités des statuts du parti français, la possibilité de procéder à cette exclusion. La commission des conflits, dont l'importance dans l'organisation du parti est très grande, a essentiellement pour tâche l'examen précis, attentif et impartial, des cas individuels concernant la morale et l'honneur de membres isolés du parti, la violation par ces derniers, dans certains cas, de la discipline du parti, des règles de camaraderie communiste, etc. Dans l'affaire de Fabre, il ne s'agissait pas d'une enquête procédurière et compliquée mais de l'appréciation politique d'un groupe hostile au communisme par son esprit tout entier. Ce n'est pas évidemment à une commission de contrôle qu'il appartenait de décider d'une telle question, mais au comité

---

<sup>1</sup> Article 9 des statuts de l'Internationale : « Le comité exécutif de l'Internationale Communiste dirige, dans l'intervalle qui sépare les sessions des congrès, tous les travaux de l'Internationale Communiste, publie en quatre langues au moins un organe central (la revue *l'Internationale Communiste*), publie les manifestes qu'il juge indispensables au nom de l'Internationale Communiste et donne à tous les partis et organisations affiliées des instructions qui ont force de loi. Le comité exécutif de l'Internationale Communiste a le droit d'exiger des partis affiliés que soient exclus tels groupes et tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne; il peut exiger l'exclusion des partis qui auraient violé les décisions du congrès mondial. Ces partis ont le droit d'en appeler au congrès mondial. En cas de nécessité, le comité exécutif met sur pied, dans différents pays, des bureaux auxiliaires, techniques et autres, qui lui sont entièrement subordonnés. »

directeur, organe et instance suprême du parti entre deux congrès. Mais, du moment que le comité directeur ne considérait pas que ses statuts actuels lui donnaient le droit d'exclure la clique de Fabre, le devoir du comité exécutif était d'appliquer l'article 9 des statuts de l'Internationale. La leçon qui découle de cette expérience, au plus haut point instructive, exige non pas la suppression ou l'adoucissement de l'article 9 des statuts de l'Internationale, mais la modification des statuts du Parti Communiste Français, au comité directeur duquel il faut accorder le droit intégral de maintenir la pureté idéologique et la discipline du parti du prolétariat.

L'expérience de tous les partis atteste que les éléments instables, chancelants, mi-opportunistes, manifestent ordinairement leur tendance non pas en entreprenant une lutte ouverte contre le courant révolutionnaire, mais en lui faisant obstacle sur des questions secondaires de forme, sur des questions juridiques et autres. La fédération de la Seine donnera à ces éléments chancelants et instables la leçon qu'ils méritent en leur ordonnant de se soumettre à la discipline communiste et de participer à la lutte politique implacable contre les débris du fabrisme dans le parti, au lieu de soutenir indirectement Fabre pour de fallacieuses raisons de forme.

La concentration de tous les éléments véritablement révolutionnaires, concentration qui sera soutenue sans réserve par les masses ouvrières du parti, doit être le programme du prochain congrès de la Seine. Il faut assurer à l'organisation la plus importante du prolétariat français une direction révolutionnaire ferme. Le congrès de la Seine doit être le digne prologue du congrès que le parti va tenir en octobre et dont la tâche sera également de concentrer les éléments révolutionnaires communistes, en éliminant les tendances centristes, pacifistes, en instaurant dans le parti un régime de discipline révolutionnaire, en mettant fin à la lutte de fractions au sein du parti et en assurant une direction politique véritable par un comité directeur homogène.

La formation d'un Parti Communiste est un processus long et compliqué, qui ne va pas sans une auto-critique sérieuse et une épuration intérieure. Le comité exécutif ne doute pas que l'avant-garde du prolétariat français saura s'acquitter avec succès de cette tâche dans l'accomplissement de laquelle la fédération de la Seine occupera la place qui lui revient, c'est-à-dire la première.

*Le comité exécutif de l'Internationale Communiste.*

## Lettre à A. Treint 31 juillet 1922

Cher camarade Treint,

Je vous suis très reconnaissant pour votre intéressante lettre, dont la teneur concorde, dans l'ensemble, avec les informations que nous avons ici par notre presse française, nos entretiens et les lettres que nous recevons. Nous n'avons pas encore, en France, surmonté toutes les difficultés inhérentes à la formation du parti révolutionnaire du prolétariat. La victoire de Tours a été trop facile. Maintenant, l'Histoire exige du communisme qu'il justifie cette victoire générale et lui fasse porter ses fruits dans des victoires partielles. Cela implique la lutte au sein de notre propre parti. La lutte provoque une dépense de forces, elle nous oblige à détourner, jusqu'à un certain point, notre attention de nos ennemis extérieurs pour la reporter sur des difficultés intérieures, elle gâte les relations personnelles et ainsi de suite. Tout cela, on ne saurait le nier, est désagréable, et peut, si l'on se place hors du temps et de l'espace, justifier d'amères lamentations sur les dissensions intestines du parti, etc. Par malheur, il n'existe pas de moyen plus économique pour le développement d'un parti révolutionnaire, surtout en France.

On entend parfois dire que l'épuration et la renaissance du parti doivent s'effectuer à travers des actions de masses, et qu'alors le processus même de cette épuration en deviendra moins douloureux. Cette idée est énoncée sous une forme générale, et peut, par suite, donner lieu à des déductions erronées. Le communisme français ne peut se fortifier comme parti vraiment révolutionnaire qu'au travers d'actions de masses. Mais, d'autre part, précisément, la situation dans laquelle il se trouve actuellement (lutte de tendances, insuffisance de la direction, indétermination de la presse) l'empêche, dans une large mesure, de s'engager dans la voie d'actions de masses. Encore fais-je abstraction, pour le moment, de tout ce qu'a de négatif, sous cet angle, la position adoptée par le parti dans la question du Front Unique. En d'autres termes, la liaison entre la situation intérieure du parti et l'action de masse n'est pas mécanique, mais dialectique : l'une entrave ou facilite l'autre, et réciproquement. Précisément, pour que le parti puisse s'engager dans voie de l'action de masses, il lui faut un minimum d'unité dans sa conscience et dans sa volonté propres. Pour assurer cette unité intérieure, il faut dépenser de l'énergie, et même beaucoup d'énergie. Cette dépense d'énergie peut, si l'on considère les choses superficiellement, être tenue pour superflue, mais elle sera entièrement récupérée dès la première épreuve sérieuse que constituera pour le parti sa participation à l'action de masses. D'autre part, cette participation d'un parti plus uni, plus homogène, que le parti actuel, contribuera à accroître dans l'avenir sa cohésion et son activité. Voilà pourquoi nous observons d'ici sans trop d'inquiétude la lutte qui se déroule à l'intérieur du parti français. Elle témoigne au contraire d'une vigoureuse réaction de l'organisme du parti contre les bacilles du centrisme, du pacifisme, de l'individualisme journalistique, de l'anarcho-syndicalisme, etc. Le vin est tiré, il faut le boire. Il faut mener la lutte jusqu'au bout. Elle sera d'autant moins douloureuse que les éléments révolutionnaires du parti, c'est-à-dire son incontestable majorité, montreront moins d'indulgence pour les éléments individualistes de la presse et du Parlement qui n'ont pas la volonté ou la capacité de devenir de vrais révolutionnaires et de se soumettre à la discipline d'un parti de combat.

Les résultats du congrès de Saint-Etienne constituent incontestablement un pas en avant<sup>2</sup>. Mais il perdrait toute son importance s'il n'était suivi immédiatement d'un second, puis d'un troisième pas. L'impunité dont jouissent les initiatives anarcho-syndicalistes prises sous le drapeau du communisme a toujours été, est encore aujourd'hui lourde de dangers. Le parti ne parviendra pas à nouer avec les syndicats des rapports normaux tant que les faux communistes qui combattent l'influence du communisme au sein même des syndicats ne sortiront pas automatiquement du parti. A ce propos, je voudrais dire quelques mots de l'idée complètement fausse que - sur la foi d'une transmission très imparfaite, me semble-t-il, de mon point de vue par le camarade Frossard - certains camarades français ont pu se faire de mon attitude à l'égard du groupe Monmousseau et de ses résolutions<sup>3</sup>. On a pu croire que j'avais proposé de déclarer la guerre au groupe de *la Vie Ouvrière*. C'est là une interprétation au plus haut point erronée de mes paroles. Ce que j'ai demandé - comme d'ailleurs tous les camarades de l'Exécutif -, c'est que les communistes agissent conformément aux décisions du parti communiste. Si le parti décide de voter pour l'adhésion sans réserves à l'Internationale syndicale, tout communiste qui votera contre cette décision - comme, par exemple, la résolution de Monmousseau - devra être exclu du parti. Toute la question est de savoir si, dans la situation actuelle du parti, on peut prendre la décision obligatoire de voter pour l'adhésion sans réserves. Le camarade Frossard a déclaré catégoriquement que la corrélation des forces ne permettait pas au parti de prendre une telle décision. Il restait alors à faire bloc avec le groupe de Monmousseau. Mais, je le répète, les communistes ne pourront voter pour la résolution de Monmousseau que si le parti en a décidé ainsi. Dans ce cas également ils doivent se soumettre, non à la discipline de la fraction Monmousseau, mais à la discipline de leur parti. Sinon, il faut les exclure. En même temps, j'ai insisté fortement sur la nécessité de marcher la main dans la main avec le groupe Monmousseau, qui représente des éléments extrêmement précieux du mouvement ouvrier français. Il n'y a là évidemment aucune contradiction. On peut et on doit estimer Monatte et Monmousseau et leurs partisans, s'efforcer d'arriver à tout prix à un accord avec eux et, en même temps, exclure du parti les communistes qui mettent la discipline de la fraction Monmousseau au-dessus de la discipline du parti.

---

<sup>2</sup> Le congrès de Saint-Etienne, tenu du 26 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1922, avait été le congrès constitutif de la C.G.T.U. Il avait voté l'adhésion à l'I.S.R. par 741 voix contre 406, « à la condition expresse que les statuts et résolutions de cette Internationale respectent nationalement l'autonomie du syndicalisme français ». La résolution, présentée par Monmousseau et Semard, avait été combattue par Verdier et Besnard. En décembre 1922, le congrès de l'I.S.R. devait faire une concession à ce qu'il appelait « les préjugés syndicalistes des ouvriers révolutionnaires de France », en modifiant l'article 11 de ses statuts qui prévoyait précisément des liens organiques avec l'I.C.

<sup>3</sup> Abandonnant, au début de 1922, la direction de *la Vie ouvrière*, et ne se reconnaissant pas le droit de la confier à Rosmer, gagné au point de vue bolchevique des « liens organiques », Pierre Monatte la laissa à Gaston Monmousseau, qui était, à l'époque, partisan comme lui de l'« indépendance ». C'était le point de vue de Monatte et Monmousseau, non celui de Rosmer et Trotsky qui avait prévalu à Saint-Etienne.

Vous me demandez comment nous concevons ici la coalition des gauches avec tous les éléments révolutionnaires du centre, ainsi que l'existence même de la gauche. Il faut partir des faits. La gauche, le centre et la droite ont tendance à se réunir séparément et risquent ainsi, jusqu'à un certain point, et dans certaines conditions, de se transformer en fractions fermées. Ce serait, alors que le parti est le théâtre d'une lutte interne, pur pharisaïsme que d'exiger que des gens ayant les mêmes points de vue ne se rencontrent pas, ne confèrent pas entre eux et n'examinent pas ensemble la conduite à tenir. Cette possibilité doit évidemment être utilisée également par la gauche qui s'efforce de défendre les résolutions de l'Internationale et n'aurait aucun motif de se priver des moyens de lutte dont disposent les autres groupements. Il faut néanmoins, me semble-t-il, observer les règles suivantes :

- 1) En aucun cas la gauche ne doit se constituer en fraction organisée, autrement dit, elle doit repousser catégoriquement l'idée de la scission.
- 2) Elle doit s'efforcer de se rapprocher de tous les éléments révolutionnaires du centre, sans se laisser abattre par les insuccès partiels, et défendre inlassablement le Front Unique du centre et de la gauche contre les éléments ou les groupements anticomunistes au sein du parti.
- 3) La gauche doit établir une distinction juste des différentes tendances au sein du parti et s'efforcer de faire accepter par le centre cette distinction et son appréciation sur ces tendances.

Voici comment je conçois cette distinction des tendances dans la lutte interne actuelle au sein du parti, et l'appréciation qu'il est possible de porter sur elles :

- a) réformistes, éléments pacifistes, partisans du Bloc des gauches, nationalistes, éléments individualistes du Parlement et du journalisme : combattre impitoyablement ce groupe d'intellectuels, brûler une fois pour toutes au fer rouge l'ulcère de l'individualisme avocassier et parlementaire au sein du parti communiste, et, par là même, accroître l'estime et la confiance des ouvriers révolutionnaires en ce dernier ;
- b) éléments syndicalistes, c'est-à-dire ouvriers membres du parti communiste, mais soutenant en même temps les tendances de Monatte (scepticisme à l'égard du caractère révolutionnaire et de l'essence prolétarienne du parti) : mener une lutte idéologique patiente et persévérante contre les tendances anticomunistes, afin de gagner au parti communiste tous les éléments sains, c'est-à-dire l'écrasante majorité de ce groupe ;
- c) éléments fédéralistes, extrême gauche, etc., groupements incontestablement révolutionnaires dans leur essence, dont les obscurités et les fautes sont très souvent le résultat de la jeunesse et de l'inexpérience : être calmes avec eux, employer la méthode de camaraderie amicale, et même, jusqu'à un certain point, « pédagogique » ;
- d) « paysannisme » (selon votre expression) : il n'est pas douteux que si le parti permettait à cette tendance de se développer jusqu'au bout de sa propre logique, il en résulterait la création d'une fraction dans le genre de celle de nos s.r. ; la critique idéologique est ici absolument nécessaire, mais il faut évidemment faire tous les efforts possibles pour que des communistes aussi précieux et aussi pleins d'avenir que Renaud Jean ne soient pas rejetés dans le camp de la droite dont, par son esprit révolutionnaire, un Renaud Jean est infiniment éloigné.

Là-dessus, permettez-moi, cher Camarade, de finir ma lettre dont j'envoie copie au camarade Frossard<sup>4</sup>.

Votre tout dévoué :

L. TROTSKY.

P. S. Je voudrais attirer votre attention sur une question particulière qui me semble très importante - celle du « Pacte » du groupe des anarcho-syndicalistes ou syndicalistes-autonomistes<sup>5</sup>. A mon avis, ce fait stupéfiant est loin d'avoir été exploité avec l'énergie nécessaire. L'anarcho-autonomisme se montre, lui, dans toute sa netteté sous sa forme achevée, tel qu'il est : une clique, qui se cachait de nous, une oligarchie qui exploite l'amorphisme de l'organisation. Il faut que la classe ouvrière sache cela, qu'il lui en reste pour des années une profonde empreinte dans la mémoire. A cet effet, il faut mener une campagne quotidienne, profiter de toutes les occasions, de toutes les possibilités et de tous les prétextes. *L'Humanité* devrait, à mon avis, consacrer au Pacte, non pas un seul, mais plusieurs éditoriaux. Pour cette campagne, il faut utiliser le feuilleton, la caricature, les vers, les couplets satiriques, et pas seulement de sérieux articles marxistes. Il faut que chacun de ceux qui ont participé au Pacte reçoive un sobriquet caractéristique, rappelant ce fait. Il faut que chaque ouvrier organisé connaisse l'existence de ces douze « pactistes ». Il faut qu'aucun de ces « pactistes » ne puisse plus occuper dans le mouvement ouvrier un poste

<sup>4</sup> En adressant une copie de sa lettre à Treint, militant de la gauche, à Frossard, militant du centre et secrétaire général du parti, Trotsky se conforme à la ligne définie par l'Exécutif qui s'interdit de constituer une « fraction » avec la gauche.

<sup>5</sup> Le « Pacte » avait été conclu en février 1921 entre les éléments anarchistes au anarchisants du comité de défense syndicaliste. Afin de faire « éclore la révolution » et de « défendre le fédéralisme et l'autonomie du mouvement syndicaliste », une douzaine de militants responsables avaient conclu une sorte de traité secret dans lequel ils s'engageaient à dissimuler l'existence de leur groupe et déclaraient notamment : « Nous nous engageons à oeuvrer par tous les moyens en notre pouvoir pour qu'à la tête et dans tous les rouages essentiels du C.S.R., principalement à la tête de la C.G.T. quand elle sera en notre pouvoir, nous assurions l'élection, aux postes les plus en vue et responsables, tant au point de vue des conceptions théoriques qu'à celui de l'action pratique, des camarades purement syndicalistes révolutionnaires, autonomistes et fédéralistes. » Les communistes eurent évidemment beau jeu, quand le Pacte fut connu, de dénoncer les pratiques de ses signataires, agissant en fraction alors qu'ils dénonçaient les fractions, centralisant secrètement l'organisation syndicale tout en dénonçant la centralisation, ne concevant l'« indépendance » des syndicats que sous leur direction. On trouvera notamment le texte intégral du Pacte dans le *Bulletin communiste*, n°33, de 1923.

quelconque. Ce n'est que par une telle campagne, infatigable, enfonçant toujours le même clou, que l'on pourra porter un coup sérieux à cette plaie spécifique du mouvement ouvrier français qu'est l'autonornisme, le fédéralisme, c'est-à-dire, en définitive, l'anarchisme.

J'estime qu'il faut tirer de cette expérience une leçon pour la fédération de la Seine, car l'amorphisme de l'organisation conduit fatalement au règne des coteries, nocives ou anodines, organisées ou mi-organisées.

L. TROTSKY.